

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

### LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)—L'ÉCONOMIE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Bevilacqua.

**M. Peter L. McCreath (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre part au débat aujourd'hui, même si je dois dire que j'ai bien lu la motion et que je ne peux m'empêcher de me demander dans quel monde vit le député.

Cette motion ne tient pas compte de la situation tant au Canada qu'à l'étranger. Elle se fonde sur ce que les Canadiens ont l'habitude de voir de la part des libéraux et qui tient lieu de politique chez eux: ne rien proposer, attendre les sondages, prétendre être en faveur de ce qui est en vogue, s'opposer à tout et critiquer toutes les initiatives prises par les autres.

Comme prétendre que nous sommes toujours embourbés dans une récession, quand il est clair que nous commençons au contraire à en sortir. Il ne fait aucun doute que nous avons traversé une grave récession, comme le reste du monde, mais les choses ont changé et le Canada est en bonne voie de se rétablir.

Fait à remarquer, cette reprise est alimentée par les exportations, qui ont été stimulées par les politiques commerciales mises de l'avant par notre gouvernement et auxquelles le Parti libéral s'est opposé sans exception. N'est-ce pas intéressant?

À les entendre, tout va terriblement mal. Regardons-y de plus près. Le taux de chômage a diminué entre janvier et février. L'offre d'emplois a augmenté de sept points en février. L'indicateur avancé composite a progressé de 0,7 p. 100, un bond appréciable qui présage une croissance vigoureuse au cours des prochains mois. Nos vis-à-vis auront beau se moquer, mais ce sont les faits. Et il faut se fonder sur des faits et non pas sur ses désirs.

Les mises en chantier ont progressé de 6 p. 100 en février par rapport à janvier. Les exportations ont établi un autre record en janvier. Nous avons vendu des biens et

### Les crédits

des services d'une valeur de 14,6 milliards de dollars, soit plus que jamais dans l'histoire du pays.

En hausse de 11,2 p. 100 par rapport à 1991, nos exportations ont atteint un sommet de tous les temps en 1992. En février 1993, le taux d'inflation n'était que de 2,3 p. 100. Pas si mal si on le compare au taux de 12,9 p. 100 que nous ont légué les libéraux quand nous sommes arrivés au pouvoir.

Nos travailleurs sont plus productifs. Selon Statistique Canada, la productivité des travailleurs n'a jamais été aussi élevée depuis presque 10 ans. En 1992, la production par tête était de 2,3 p. 100. Nous sommes en train de sortir de la récession. Nous sommes en bonne position pour relever les nouveaux défis de la mondialisation. Pourquoi?

• (1520)

C'est tout simplement que le gouvernement a eu la clairvoyance et le courage de mettre de l'ordre dans tout ça. Le monde est en évolution, que nos vis-à-vis le veuillent ou non. Un de nos collègues, le député de Halton—Peel, vient justement de publier un excellent ouvrage prospectif—je me permets de lui faire de la publicité gratuite—dans lequel il parle du genre de choses qui vont se produire dans l'avenir. J'en recommande la lecture à tous mes collègues.

Voici quelques-uns des principes directeurs qu'il entrevoit pour l'avenir. Il prévoit que le phénomène de la mondialisation prendra beaucoup d'ampleur, que la compétitivité sera garante de la réussite, que la concurrence fera baisser les taxes et impôts et s'assouplir les règlements. Il prévoit également l'accroissement de l'efficacité gouvernementale, des pressions pour que les dépenses gouvernementales soient limitées, la poursuite de la restructuration économique, des changements démographiques, et ainsi de suite.

Que mes collègues d'en face soient prêts à le reconnaître ou non, le monde évolue et le Canada doit s'adapter aux changements qui surviennent à l'échelle mondiale, si l'on veut que les Canadiens puissent en profiter et prospérer plus que jamais auparavant à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

C'est précisément ce que garantit le programme économique que le gouvernement a énoncé en novembre 1984, lorsqu'il est arrivé au pouvoir.

Quand on fait le bilan de nos réalisations des huit dernières années, il est intéressant de noter que notre programme comportait cinq étapes. Ce qui est arrivé n'était pas le fruit du hasard. Cela faisait partie d'un plan d'action structuré qui visait à préparer le Canada à être